

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 04/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VEOLIA AGRICULTURE FRANCE-BIOTERRA

14 rue Béranger
BP 835
11100 Narbonne

Références : UID11/66-C3-2025-326

Code AIOT : 0018200036

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/07/2025 dans l'établissement VEOLIA AGRICULTURE FRANCE-BIOTERRA implanté Le Ratier 11100 Narbonne. L'inspection a été annoncée le 27/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a permis d'aborder les thématiques suivantes :

- la situation administrative ;
- l'épandage ;
- les intrants ;
- les registres.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VEOLIA AGRICULTURE FRANCE-BIOTERRA
- Le Ratier 11100 Narbonne
- Code AIOT : 0018200036
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BIOTERRA, filiale de SEDE ENVIRONNEMENT, exploite une unité de compostage de déchets non dangereux (compostage de déchets verts et de boues issues de STEP) sur le territoire de la commune de NARBONNE depuis 2004.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Cahier d'épandage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 41 > II.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 1	Sans objet
2	Normes de transformation	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article I	Sans objet
3	Programme prévisionnel annuel d'épandage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 41 > I.	Sans objet
5	Bilan annuel d'épandage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 41 > II.	Sans objet
6	Analyse des effluents épandus	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 41 > II.	Sans objet
7	Analyse des sols	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 41 > II.	Sans objet
8	Admission des intrants supplémentaires	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 10	Sans objet
9	Contrat	Arrêté Ministériel du 02/02/1998,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	épandage	article 42	
10	Registre des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 12	Sans objet
11	Registre des composts normés	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 18	Sans objet
12	Registre des déchets sortants (effluents épandus)	Arrêté Ministériel du 29/02/2012, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a été consacrée aux thématiques suivantes :

- **Gestion de l'installation (situation administrative, intrants et registres)**

L'exploitant assure la gestion des déchets pour la fabrication de composts normés et non normés selon un process d'aération forcée. La traçabilité est effectuée au moyen des registres conformes à la réglementation.

- **Épandage**

L'exploitant réalise l'épandage des produits compostés non normés. Un programme prévisionnel d'épandage pour 2025 a été présenté lors de la visite. Toutefois, sa mise en œuvre ne pourra se faire qu'après instruction du porter à Connaissance relatif à l'extension du plan d'épandage en date du 16 juin 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE
Prescription contrôlée : L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 2008-11-6495 en date du 2 février 2009 autorisant la Société VEOLIA EAU SUD à exploiter une plateforme de compostage sur le territoire de la commune de NARBONNE, au lieu-dit « Le Ratier » est remplacé par : <ul style="list-style-type: none"> - 2791-1 >10t/j (52t/j) A - 2780-1 > 30 T/j A - 2780-2 >20 T/j A - 2780-3 sans seuil (A) 2716 -1 >1000 m3 (1500m3) A - 2714-1 >1000 m3 (1500 m3) A - 2260-2-a > 500 KW (broyage , concassage criblage ,... 750 KW) A - 2170-1 >10t/j (fabrication d'engrais, d'amendement 54 t/j) A

- 2171 >200 m3 (dépôts de fumiers, engrais, supports de 12 250m3) D
- 1532-2 1 000m3<V<20 000 m3 (dépôt de bois ou matériaux combustibles de 15 000 m3) D
- 1611 > 50t (emploi et stockage d'acide sulfurique >25% 1,5m3 soit 2,8T) NC
- 1435 <100 m3 (station service de 28 m3) NC

Constats :

L'installation, à date, est classée en autorisation pour les rubriques 2780-1-a, 2780-2-a et 2780-3-a. La nature des intrants est diversifiée, il convient donc de procéder à un classement unique de l'installation sous la sous-rubrique 2780-3-a.

L'inspection actera le classement en 2780-3-a de l'installation et supprimera les classements en 2780-1-a, 2780-2-a par arrêté préfectoral complémentaire. Il est toutefois demandé à l'exploitant de transmettre la quantité de matière traitée journalièrement et de justifier les capacités de traitement et de stockage de celle-ci sur l'installation.

Par ailleurs, en complément du courriel du 24 juillet 2025, l'inspection conclut à la conservation de toutes les autres rubriques. Néanmoins, l'inspection demande à l'exploitant de se prononcer sur le classement de son installation:

- sous la rubrique 2791 "Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971" afin de permettre le broyage de déchets de bois (troncs et souches) et bois de classe A ;

- sous la rubrique 2794 "Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux", afin de permettre le broyage des déchets verts et son évacuation ;

- sous la rubrique 2714 : volume de déchets de bois à faire transiter susceptible d'être présent dans l'installation (à l'exception des déchets de bois amenés à être broyés)

- sous la rubrique 2716 : volume de déchets non dangereux non inertes (déchets verts, cendre, etc) à faire transiter susceptible d'être présent sur l'installation (à l'exception des déchets verts amenés à être broyés et/ou compostés)

A la lumière de ce constat, il sera proposé de mettre à jour l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 juin 2011 dans un prochain arrêté préfectoral complémentaire après transmission des éléments demandés à l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre la quantité de matière traitée journalièrement pour la rubrique 2780-3 et de justifier les capacités de traitement et de stockage pour celle-ci sur l'installation et de se prononcer sur le classement de son installation sous la rubrique 2791, 2794, 2714 et 2716.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Normes de transformation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article I
Thème(s) : Risques chroniques, Process de compostage
Prescription contrôlée : PROCÉDÉ PROCESS [...]Compostage en aération forcée : <ul style="list-style-type: none">- Deux semaines de fermentation aérobie au minimum.- Au moins un retournement (opération de retournement après fermentation aérobie suivie d'une remontée de température à 50 °C pendant vingt-quatre heures).- 55 °C au moins pendant une durée minimale totale de soixante-douze heures.
Constats : L'inspection a constaté que le procédé de compostage par aération forcée était correctement mis en œuvre. Le lot 2025-225, contrôlé, par sondage, lors de l'inspection, a été produit à partir d'un mélange de boues, de déchets verts broyés et de refus, et a été constitué entre le 13 et le 16 juin 2025. Ce lot a suivi l'ensemble des étapes prévues du procédé (deux semaines de fermentation, un retournement puis un criblage final). Le suivi des températures, réalisé du 13 au 20 juin, indique des températures atteignant environ 70°C, conformes aux exigences du procédé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Programme prévisionnel annuel d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 41 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Epandage.
Prescription contrôlée : I. - Un programme prévisionnel annuel d'épandage doit être établi, en accord avec l'exploitant agricole, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées. Ce programme comprend : <ul style="list-style-type: none">- la liste des parcelles ou groupes de parcelles concernées par la campagne, ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'interculture) sur ces parcelles ;- une analyse des sols portant sur des paramètres mentionnés en annexe VII c (caractérisation de la valeur agronomique) choisis en fonction de l'étude préalable ;- une caractérisation des déchets ou effluents à épandre (quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique,...) ;- les préconisations spécifiques d'utilisation des déchets ou effluents (calendrier et doses d'épandage par unité culturale...) ;- l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage.

Ce programme prévisionnel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'arrêté préfectoral prévoit, le cas échéant, la transmission de ce programme au préfet avant le début de la campagne.

Constats :

L'inspection a pu contrôler le programme prévisionnel d'épandage daté de mai 2025. Ce programme prévoit l'épandage de deux lots de compost TRADICENDRES. Il inclut l'ensemble des éléments attendus :

- la liste des parcelles concernées,
- les analyses de sol pour les nouvelles parcelles,
- les analyses des composts de 2024 destinés à l'épandage,
- les analyses des cendres à valoriser,
- ainsi qu'une analyse du mélange permettant de calculer les doses à épandre.

Le programme concerne cinq exploitations agricoles, représentant une surface totale de 100 hectares, sur laquelle doivent être épandues 1 000 tonnes de composts, soit une dose moyenne d'environ 10 tonnes par hectare.

Les parcelles concernées sont nouvelles et font l'objet d'un porter à connaissance (PAC) au titre de l'extension du plan d'épandage, déposé par l'exploitant le 16/06/2025. Toutefois, nécessitant une participation du public par voie électronique (PPVE) d'une durée de 15 jours et une consultation des communes concernées par les nouvelles parcelles, ce PAC a été transmis tardivement et ne permet pas son instruction dans les délais requis pour autoriser l'utilisation de ces parcelles début août 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans l'attente de l'instruction du PAC, il est demandé de réaliser l'épandage sur les parcelles déjà autorisées et de mettre à jour le programme prévisionnel annuel d'épandage 2025 pour les prochains lots à épandre ou de proposer une solution alternative.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Cahier d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 41 > II.

Thème(s) : Risques chroniques, Epandage

Prescription contrôlée :

1° Un cahier d'épandage, conservé pendant une durée de dix ans, mis à la disposition de l'inspection des installations classées, doit être tenu à jour. Il comporte les informations suivantes :

- les quantités d'effluents ou de déchets épandus par unité culturale ;
- les dates d'épandage ;

<ul style="list-style-type: none"> - les parcelles réceptrices et leur surface ; - les cultures pratiquées ; - le contexte météorologique lors de chaque épandage ; - l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les déchets ou effluents, avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation ; - l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses. <p>Le producteur de déchets ou d'effluents doit pouvoir justifier à tout moment de la localisation des déchets ou des effluents produits (entreposage, dépôt temporaire, transport ou épandage) en référence à leur période de production et aux analyses réalisées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pu contrôler le cahier d'épandage 2024 relatif aux deux lots de compost TRADI-CENDRES épandus et référencés PE 2023/002 (952,14 tonnes) et PE 2024/001 (93,86 tonnes). Ces deux lots ont été épandus sur des parcelles appartenant à 2 préteurs de terres pour une surface totale de 97,12 hectares.</p> <p>Le cahier d'épandage contient bien les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • numéro de parcelle, • commune, • surface apte (en hectares), • surface effectivement épandue (en hectares), • cultures précédentes et suivantes, • date d'épandage, • quantité de compost épandu, • dose d'épandage (en t/ha), • présence ou absence de culture intermédiaire, • résultats d'analyse du compost. <p>Néanmoins, il manque le contexte météorologique lors de chaque épandage dans le cahier d'épandage.</p> <p>L'épandage est réalisé par VEOLIA AGRICULTURE FRANCE.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant sous un délai d' un mois d'indiquer le contexte météorologique lors de chaque épandage dans le cahier d'épandage.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Bilan annuel d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 41 > II.
Thème(s) : Risques chroniques, Epandage
Prescription contrôlée :

<p>2° Un bilan est dressé annuellement. Ce document comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les parcelles réceptrices ; - un bilan qualitatif et quantitatif des déchets ou effluents épandus ; - l'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportées sur chaque unité culturale et les résultats des analyses de sols ; - les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sols et de systèmes de culture, ainsi que les conseils de fertilisation complémentaire qui en découlent ; - la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale. <p>Une copie du bilan est adressée au préfet et aux agriculteurs concernés</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pu constater que le bilan annuel 2024 comprenait bien les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le bilan qualitatif, incluant les résultats d'analyses des composts à épandre ; • le bilan quantitatif, faisant état de 1 046 tonnes épandues pour les deux lots de composts TRADICENDRES référencés PE 2023/002 et PE 2024/001, sur une surface de 97,12 hectares ; • le cahier d'épandage ; • le bilan de fumure, précisant les besoins des cultures ainsi que les éléments disponibles (exprimés en kg/ha) en azote, phosphore et potassium, pour un rendement de 50 quintaux/ha sur des cultures d'orge et de blé dur. <p>Ce bilan annuel d'épandage n'appelle pas d'observations de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Analyse des effluents épandus

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 41 > II.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Epandage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3° Les effluents ou déchets sont analysés lors de la première année d'épandage ou lorsque des changements dans les procédés ou les traitements sont susceptibles de modifier leur qualité, en particulier leur teneur en éléments-traces métalliques et composés organiques. Ces analyses portent sur :- le taux de matière sèche ;- les éléments de caractérisation de la valeur agronomique parmi ceux mentionnés en annexe VII c ;- les éléments et substances chimiques susceptibles d'être présents dans les déchets ou effluents au vu de l'étude préalable ;- les agents pathogènes susceptibles d'être présents. En dehors de la première année d'épandage, les effluents ou déchets sont analysés périodiquement. La nature et la périodicité des analyses sont fixées par l'arrêté d'autorisation. Les méthodes d'échantillonnage et d'analyse des effluents ou des déchets sont conformes aux dispositions de l'annexe VII d. Le volume des effluents épandus est mesuré soit par des compteurs horaires totalisateurs dont seront munies les pompes de refoulement, soit par mesure directe, soit par tout autre procédé équivalent</p>
<p>Constats :</p> <p>Les deux lots de compost TRADICENDRES, référencés PE 2023/002 et PE 2024/001, ont bien fait</p>

<p>l'objet de prélèvements en vue d'analyses, respectivement les 02 août 2023 et 03 septembre 2024. Les analyses correspondantes sont identifiées sous les références 98016172 et PORL1426726. Les paramètres suivants ont été analysés pour chacun des deux lots : pH, matière sèche (MS), matière organique (MO), rapport C/N, azote total, azote ammoniacal, phosphore total, potassium total, calcium total et magnésium total. Les éléments traces métalliques (ETM) analysés incluent : As, Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn, ainsi que la somme des Cr, Cu, Ni et Zn. Les composés traces organiques (CTO) comprenant les 7 principaux PCB, le fluoranthène, le benzo(b)fluoranthène et le benzo(a)pyrène ont été aussi analysés. Les résultats obtenus pour les ETM et les CTO sont inférieurs aux valeurs limites réglementaires. Enfin, les composts épandus ont été pesés à la sortie du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Analyse des sols

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 41 > II.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Epandage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4° Outre les analyses prévues au programme prévisionnel, les sols doivent être analysés sur chaque point de référence tel que défini à l'article 38, alinéa 7 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - après l'ultime épandage, sur le ou les points de référence, en cas d'exclusion du périmètre d'épandage de la ou des parcelles sur lesquelles ils se situent ; - au minimum tous les dix ans. <p>Ces analyses portent sur les éléments et substances figurant au tableau 2 de l'annexe VII a et sur tout autre élément ou substance visé par l'arrêté préfectoral d'autorisation. Les méthodes d'échantillonnage et d'analyse des sols sont conformes aux dispositions de l'annexe VII d.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pu constater que les épandages du compost TRADICENDRES lot PE 2023/002 ont été effectués sur les parcelles de l'EARL de l'HERS et de l'EARL ROUQUETTE, tandis que ceux du lot PE 2024/001 ont été réalisés uniquement sur des parcelles de l'EARL ROUQUETTE. Au total, 13 parcelles ont fait l'objet d'analyses, dont 6 appartenant à l'EARL de l'HERS et 7 à l'EARL ROUQUETTE. Les résultats d'analyses des éléments traces métalliques (ETM) sont conformes aux valeurs limites définies dans le tableau 2 de l'annexe VII a) de l'arrêté du 2 février 1998, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau, ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à autorisation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Admission des intrants supplémentaires

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 10</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Admission des intrants</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>L'arrêté d'autorisation fixe la liste des natures de déchets et de matières que l'exploitant est autorisé à admettre dans son installation de compostage. Toute admission envisagée par l'exploitant de déchets ou de matières d'une nature différente de celle mentionnée dans l'arrêté d'autorisation susceptible d'entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation initiale est portée à la connaissance du préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déposé auprès de la DDETSPP 11 un dossier d'agrément sanitaire, référencé ATSO-25AS13-BIOTERRA, qui est actuellement en cours d'instruction. Ce dossier vise à autoriser le traitement de sous-produits animaux sur l'installation.</p> <p>Il a également été transmis à l'inspection en annexe du Porter à Connaissance - Agrément sanitaire, afin d'informer l'inspection des nouveaux codes déchets à intégrer, en lien avec les matières destinées à être prochainement traitées sur le site.</p> <p>Cette mise à jour concerne notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les biodéchets issus des ménages et des cuisines collectives, • les déchets de marché, que la communauté d'agglomération du Grand Narbonne a décidé de faire traiter sur le site de BIOTERRA, • ainsi que des fumiers et digestats. <p>La nouvelle liste des codes déchets sera instruite par l'inspection des installations classées dans le cadre de la transmission d'un dossier global de porter à connaissance de l'ensemble des modifications des installations. Des précisions nécessitent d'être apportées par l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de fournir des précisions sur les nouveaux codes déchets demandés : tonnages annuels estimatifs par type de déchets, origine/zone géographique éventuelle des boues de STEP industrielles et des digestats, intégration des nouveaux déchets au processus actuel (stockage temporaire sur la plateforme, etc), modification future de la nature des effluents épandus.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Contrat épandage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 42</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Epandage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'arrêté d'autorisation définit les conditions dans lesquelles l'épandage doit être pratiqué. Il prévoit notamment l'établissement d'un contrat liant le producteur de déchets ou d'effluents au prestataire réalisant l'opération d'épandage et de contrats liant le producteur de déchets ou d'effluents aux agriculteurs exploitant les terrains. Ces contrats définissent les engagements de chacun ainsi que leurs durées. L'arrêté d'autorisation fixe également :- la transmission au préfet du bilan annuel et, le cas échéant, du programme prévisionnel ;</p>

Constats :

Les exploitations agricoles EARL ROUQUETTE et EARL de l'HERS sont liées à VEOLIA AGRICULTURE par le biais d'une convention d'épandage d'une durée de 5 ans, avec une reconduction tacite.

Ces conventions comprennent notamment :

- l'identité des deux parties (exploitant agricole et prestataire),
- l'origine et la nature des composts issus de boues TRADISOL, de déchets verts et de cendres,
- les caractéristiques techniques des produits épandus,
- ainsi que les engagements réciproques des parties, tant sur le plan technique que réglementaire (traçabilité, respect des doses, conditions d'épandage, etc.).

Ces conventions n'appellent pas d'observations de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Registre des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 12

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets entrants

Prescription contrôlée :

Chaque admission de matières et de déchets donne lieu à une pesée préalable hors site ou lors de l'admission et à un contrôle visuel à l'arrivée sur le site. Une estimation des quantités entrantes peut faire office de pesée si l'installation ne reçoit qu'une seule catégorie de déchets d'un seul producteur, si elle traite moins de 5000 t / an de déchets ou dans le cas où les seuls déchets compostés sont des déjections animales avec éventuellement des déchets verts. Toute admission de déchets autres que des déjections animales ou des déchets végétaux fait l'objet d'un contrôle de non-radioactivité du chargement. Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement de :

- la date de réception, l'identité du transporteur et les quantités reçues ;
- l'identité du producteur des déchets ou de la collectivité en charge de leur collecte et leur origine avec la référence de l'information préalable correspondante ;
- pour les boues issues du traitement des eaux usées, les résultats des analyses aux fréquences prévues par l'arrêté du 8 janvier 1998 permettant d'attester de leur conformité aux limites de qualité exigées par ce texte ;
- la nature et les caractéristiques des déchets reçus avec le code correspondant de la nomenclature figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- la date prévisionnelle de fin de traitement, correspondant à la date d'entrée du compost ou du déchet stabilisé sur l'aire de stockage des matières traitées.

Les livraisons refusées sont également signalées dans ce registre, avec mention des motifs de refus et de la destination des déchets refusés indiquée par le producteur ou la collectivité en charge de la collecte de ces déchets. Cette disposition relative à l'enregistrement des matières ne s'applique pas aux effluents produits par un élevage dont l'installation de compostage est connexe. Les registres d'admission sont archivés pendant une durée minimale de dix ans en cas de retour au sol des composts ou des déchets et trois ans dans les autres cas. Ces registres sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, des autorités de contrôles visées à l'article L. 255-9 du code rural. Le mélange de divers déchets ou le retour en tête des composts dans le seul but de diluer les polluants ou indésirables est interdit.

<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pu constater à l'entrée du site au niveau du pont-bascule la présence du portique de radioactivité.</p> <p>L'exploitant détient un registre des déchets entrants sur la plate-forme de compostage. Celui-ci est extrait du logiciel des pesées du pont bascule. L'Inspection constate en séance de la complétude de l'ensemble des données.</p> <p>De plus, l'inspection a pu contrôlé pour les apports de boues de la ville de Narbonne que les résultats des différentes analyses (en éléments agronomiques, en éléments traces métalliques et en composés traces organiques) sont conformes.</p> <p>En 2024, seules les boues de la commune de SAISSAC ont été refusées car les résultats d'analyses étaient non conformes sur le cuivre (1630 mg/kg pour une limite à 1000) et ont été traitées sur l'installation VALORTERRE à BESSENS (82).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Registre des composts normés

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 18</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Composts normés</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre de sortie distinguant les produits finis et les matières intermédiaires et mentionnant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date d'enlèvement de chaque lot ; - les masses et caractéristiques correspondantes ; - le ou les destinataires et les masses correspondantes. <p>Ce registre de sortie est archivé pendant une durée minimale de dix ans et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, des autorités de contrôles chargées des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural. Le cahier d'épandage tel que prévu par l'arrêté du 7 février 2005 susvisé peut tenir lieu de registre de sortie.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un registre du compost produit normé sur le site. La complétude du document est conforme aux dispositions de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008.</p> <p>9 904.32 T de composts TRADISOL normées NFU 44-095 ont été évacuées du 02 janvier au 15 juillet 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Registre des déchets sortants (effluents épandus)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2012, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Epandage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un re-</p>

<p>gistre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; - la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ; - la quantité du déchet sortant ; - le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ; - le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ; - le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement susvisé ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive susvisée ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre des déchets sortants. Ce registre est conforme, en termes de complétude et de contenu, aux exigences fixées par l'article 2 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012.</p> <p>En 2024, un total de 1 046 tonnes de composts TRADICENDRES non normés, référencés PE 2023/02 et PE 2024/01, a été épandu.</p> <p>En 2025, c'est 67,58 tonnes de composts TRADICENDRES référencés PE 2024/01 qui ont été évacuées pour épandage vers l'EARL de l'HERS, entre le 6 juin et le 18 juin 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>